

Discours du budget

2012 - 2013

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. J. Michael Miltenberger
Ministre des Finances

Troisième session de la
Dix-septième Assemblée législative
Le 24 mai 2012

Introduction

Monsieur le président, ce budget est présenté trois mois après le début de l'exercice. J'aimerais saisir l'occasion de remercier tous les députés de l'Assemblée législative qui ont contribué, individuellement et collectivement, à l'affectation anticipée de crédits pour le présent exercice.

La Dix-septième Assemblée législative a commencé ses travaux dans une situation financière difficile et les députés ont travaillé d'arrache-pied pour aider à préparer le premier budget de cette Assemblée. Nous avons apprécié les conseils des comités permanents au cours des récentes discussions sur le plan d'activités. Nous sommes en train d'examiner et d'étudier les recommandations des comités. Le gouvernement donnera suite à ces recommandations lors du processus d'affectations supplémentaires plus tard durant la session.

Au cours de la récente récession, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) a dépensé plus d'un milliard de dollars pour la mise en œuvre d'importants projets d'immobilisations tels que des écoles, des routes, des logements et des infrastructures communautaires. Cet investissement a contribué à consolider notre économie durant le ralentissement du secteur privé.

Bien que nous soyons très fiers de la façon dont notre dernier gouvernement a réagi à la pire récession depuis la Crise de 1929, nous savions que cela n'était pas viable. De plus, la situation est en train de changer.

Les investissements privés refont leur apparition aux Territoires du Nord-Ouest (TNO). Comme la plupart des industries se rétablissent, il est temps que le gouvernement se retire, rajuste le tir et rebâisse.

C'est le but de ce budget. Nous reprenons notre souffle après l'un des ralentissements économiques les plus graves des temps modernes et rétablissons l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses pour être prêts, dans deux ans, à commencer à réinvestir dans nos besoins grandissants d'infrastructures.

Économie

Monsieur le président, l'économie des TNO affiche des signes de redressement du ralentissement économique mondial; toutefois, nous ne sommes pas encore revenus à notre sommet d'avant la récession. Même si les perspectives économiques des TNO sont bonnes, nous ne nous attendons pas à la croissance à deux chiffres que nous avons connue durant la première moitié de la dernière décennie.

La reprise du marché du travail des TNO est forte. Le nombre de personnes qui travaillent est le même que lorsque la récession mondiale a d'abord frappé en 2008. En 2011, nous avons ajouté 1 200 nouveaux emplois.

Avec l'industrie du diamant à la proue, l'exploitation minière demeure le moteur économique des TNO, représentant le tiers de notre économie. Même si la production de carats a diminué en 2011, la hausse du prix des diamants a propulsé la valeur de leur production à 2,1 milliards de dollars en 2011, la plus élevée en sept ans. Les objectifs de production de 2012 sont encore plus élevés.

Les activités d'exploration, qui sont le précurseur clé de l'exploitation minière, devraient augmenter de 20 millions de dollars cette année. Toutefois, alors que les autres territoires ont dépassé les sommets qu'ils avaient atteints avant la récession, nous continuons à accuser du retard. Notre part de la valeur totale des activités d'exploration a baissé, passant de 7 pour cent en 2007 à une estimation de 3 pour cent en 2012.

Nous constatons aussi la reprise de l'exploration pétrolière et gazière. Chevron commence des travaux de prospection géosismique dans la mer de Beaufort et, l'été dernier, 11 permis d'exploration représentant plus de 500 millions de dollars en travaux soumissionnés ont été accordés dans le Sahtu. Cet été, deux parcelles de terrain seront attribuées au Sahtu. De plus, six parcelles ont récemment été désignées dans la mer de Beaufort.

Les ventes au détail et le commerce de gros ont repris de la vigueur au cours de l'année dernière, bien que cette croissance demeure inférieure aux sommets atteints avant la récession.

Le secteur privé recommence à investir aux TNO. Les 230 millions de dollars supplémentaires prévus pour 2012 représentent la plus forte augmentation, en pourcentage, que nous ayons connue en plus de cinq ans. Le Conference Board prédit une hausse de 14 pour cent de l'activité économique et la création de 1 800 emplois au cours des deux prochaines années.

Même avec cette croissance anticipée, le PIB de 2012 sera inférieur de 20 pour cent aux sommets atteints en 2007. À cette époque, nos deux mines de diamants en exploitation produisaient des volumes record de carats et entreprenaient de gros travaux de construction, alors que notre troisième mine de diamants était en construction. Pour en revenir à la période de pointe que nous avons connue en 2007, il nous faut un autre projet d'envergure.

La bonne nouvelle est que nous en avons plusieurs en coulisse. S'ils étaient approuvés, ces projets pourraient injecter de nouveaux investissements s'élevant à plus de 2 milliards de dollars, ainsi que créer 2 000 nouveaux emplois dans plusieurs régions.

Des projets comme celui sur les métaux des terres rares d'Avalon offrent des possibilités d'établir une industrie de seconde transformation des métaux non précieux dans le territoire. Les projets comme ceux des mines Prairie Creek et Pine Point contribueront à la croissance économique dans le Dehcho et le Slave Sud. Ces projets miniers et les futures mines sont indispensables pour notre économie à moyen terme, car nos mines actuelles arrivent au milieu de leur cycle d'exploitation.

Stratégie budgétaire

Alors que les économies des provinces et territoires du Canada se rétablissent, leurs gouvernements affrontent de nouvelles réalités budgétaires. Récemment, nous avons vu des pays, des États et des villes subir des baisses de cotes de crédit et, dans certains cas, faire faillite. Une gestion financière inadéquate n'est pas acceptable. Nous devons nous assurer que notre position financière est en règle.

Nous demeurons l'un des gouvernements les mieux gérés du Canada. Notre cote de crédit Aa1 se classe au deuxième rang en importance des cotes conférées par Moody's Investors Service. Au Canada, seules l'Alberta et la Colombie-Britannique ont des cotes plus élevées. Nos frais de service de la dette ne correspondent qu'à 1 pour cent des recettes, et nous détenons l'un des rapports dette-PIB les plus bas du pays. Et nous avons l'intention de poursuivre dans cette voie.

Cette intention découle de deux motifs. Premièrement, nous ne voulons pas nuire à notre cote de crédit Aa1 en déviant de notre engagement à l'égard des principes énoncés dans la politique de gestion responsable des finances. Nous n'emprunterons pas pour les dépenses de fonctionnement. Nos emprunts ne représenteront pas plus de la moitié des coûts des infrastructures. Une très bonne cote de crédit ne signifie pas seulement que les frais relatifs à la dette sont moins élevés. Elle indique aussi aux investisseurs extérieurs l'existence d'un environnement stable et solide en matière de finances. Nous sommes déterminés à conserver cet avantage.

Deuxièmement, nous sommes limités par le plafond d'emprunt prescrit par la législation fédérale. Nous avons collaboré avec le gouvernement du Canada pour obtenir une augmentation de notre plafond d'emprunt afin qu'il passe de 575 millions de dollars à 800 millions de dollars. Cette augmentation nous donne une flexibilité accrue pour investir dans les immobilisations, mais elle n'est pas aussi importante que le nouveau plafond semble suggérer si nous ne faisons pas preuve de discipline financière.

Nos emprunts comprennent une dette à long terme et une dette à court terme. Pour la plus grande part, notre dette à long terme s'autofinance grâce à des frais d'utilisation ou aux contribuables. D'un autre côté, notre dette à court terme doit être gérée avec prudence pour que nous puissions disposer du pouvoir d'emprunt et de la trésorerie permettant de payer les futurs investissements.

Au cours des dernières années, nous avons eu recours à des emprunts à court terme pour pallier des insuffisances de trésorerie entraînées par des dépenses accrues dans les infrastructures au cours de la récession. Notre dette à court terme a augmenté de beaucoup.

Comme notre secteur privé reprend de la vigueur, nous sommes convaincus que la décision d'emprunter à court terme pour investir dans des immobilisations supplémentaires a porté ses fruits. Maintenant, il est temps de réduire nos emprunts à court terme et de renflouer notre trésorerie pour qu'elle atteigne des niveaux plus viables.

Cela signifie que nous devons générer des excédents de fonctionnement suffisants pour rembourser les emprunts à court terme et financer au moins 50 % des nouvelles dépenses en immobilisations avec la trésorerie. Nous y parviendrons en limitant la croissance de nos dépenses entraînées par les programmes existants et les nouveaux programmes à un taux inférieur à celui de la croissance de nos recettes et en revenant à un niveau plus abordable de dépenses en immobilisations.

Parallèlement, nous reconnaissions que notre niveau actuel de dépenses en immobilisations ne résoudra pas le déficit croissant du GTNO en matière d'infrastructures. Ce déficit atteindra, selon les estimations actuelles, 3 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Tout comme les employés qui y travaillent, les centres de santé, les hôpitaux, les écoles et les autres établissements sont les outils essentiels nécessaires à la prestation de nos programmes. Les routes, les aéroports, les routes d'hiver et les ponts sont les voies de transport essentielles pour la nourriture, les fournitures, les touristes et les ressources.

Voilà pourquoi, Monsieur le président, notre plan de redressement ne sera pas facile. Non seulement notre déficit en matière d'infrastructures augmente, mais nous faisons également face à des coûts accrus sur tous les plans. Les prix croissants du carburant et de l'électricité se font beaucoup sentir sur l'ensemble des résidents et des programmes. Nous prévoyons aussi une augmentation de la demande de services, comme les soins de santé, en raison des changements démographiques. D'ici quinze ans, le nombre de Ténois âgés de 60 ans et plus doublera.

Nous n'entretenons pas non plus d'illusions sur la croissance possible des recettes à court terme. Notre subvention de la formule de financement des territoires représente 70 pour cent du budget du GTNO pour les programmes et les services. Même si le ministre des Finances du gouvernement fédéral nous a garanti que la formule ne changera pas d'ici 2018-2019, nous savons que la croissance de cette subvention ralentira de beaucoup, en raison de la croissance stagnante de la population et de la réduction des dépenses des gouvernements provinciaux. Même si nous continuerons à travailler avec le gouvernement du Canada pour obtenir des transferts fédéraux dans des secteurs prioritaires comme la santé et les infrastructures, le budget fédéral du 29 mars est un indice évident que notre plan ne devrait pas compter sur de nouveaux fonds de cette provenance.

En dépit de ces pressions, ce gouvernement s'engage à protéger les programmes et les services sur lesquels nos résidents comptent. Ce budget ne retranche rien de la somme de 1,4 milliard de dollars réservée aux programmes et aux services. Nous avons fait beaucoup d'efforts, au cours des processus de négociation collective, pour nous assurer de retenir les fonctionnaires dont nous avons besoin pour la prestation de ces programmes. Nous sommes en bonne voie de conclure les conventions collectives et ferons bon accueil à la certitude financière que cela apportera vers la fin de la session de cette Assemblée.

En raison de la baisse de croissance des recettes à moyen terme et d'un déficit croissant en matière d'infrastructures, il faudra prendre des décisions pour déterminer les dépenses prioritaires pour réaliser notre vision des TNO. Monsieur le président, comme le discours du Trône le mentionnait, ce gouvernement a pris l'engagement de faire les choses différemment. Nous faisons appel aux résidents du Nord pour les inciter à forger de nouveaux partenariats. Cela signifie que nous entamerons un dialogue avec les résidents pour connaître leurs attentes par rapport à ce que le gouvernement peut fournir avec des ressources limitées.

Nous savons que nous ne pouvons pas tout financer. Nous savons aussi que nous avons besoin de l'appui des résidents des TNO pour faire ces choix difficiles. À l'automne, je rencontrerai des résidents, des entreprises, des gouvernements et des administrations locales à l'échelle des TNO. Nous voulons connaître leur opinion sur la façon dont nous pourrions mieux servir notre population et faire croître l'économie.

Points saillants du budget

Monsieur le président, notre stratégie budgétaire se caractérise par notre retour aux excédents de fonctionnement. Nous prévoyons réaliser un excédent de 74 millions de dollars en 2012-2013. Nous y sommes parvenus en limitant les dépenses de fonctionnement de 2012-2013 à 1,4 milliard de dollars, soit une hausse de 3,7 pour cent, ou de 51 millions de dollars, par rapport à l'année précédente.

L'augmentation de la demande et des coûts en matière de services existants représente 33 millions de dollars de la hausse des dépenses, alors que 35 millions de dollars supplémentaires seront investis dans les priorités du présent gouvernement. Ces augmentations seront contrebalancées en partie par des programmes et des initiatives temporarisés.

Cette hausse de nos dépenses de fonctionnement sera financée par des recettes d'environ 1,5 milliard de dollars, soit une augmentation de 9,5 pour cent par rapport aux estimations révisées de 2011-2012.

À la fin de 2012-2013, la dette à court terme devrait atteindre 216 millions de dollars. En y ajoutant notre dette à long terme, et celles de la Société d'énergie des TNO, de la Société d'habitation des TNO et d'autres organismes publics, la dette totale du GTNO atteindra 656 millions de dollars le 31 mars 2013.

Dépenses

Monsieur le président, le présent budget investit dans les buts et les priorités déterminés par la Dix-septième Assemblée législative en octobre.

Soutenir notre population

Le présent budget continue de soutenir les individus, les enfants et les familles en protégeant les services essentiels sur lesquels ils comptent. Il fait également de nombreux investissements stratégiques.

En 2012-2013, nous avons alloué 818 millions de dollars, ou près de 60 pour cent de chaque dollar, à l'éducation, aux soins de santé, aux services sociaux, au logement, aux services de maintien de l'ordre et aux programmes correctionnels. Pour la plus grande part, ces fonds sont investis dans les services de santé et l'éducation, pour nous aider à atteindre notre but visant à faire de nos citoyens des gens en santé et bien instruits.

Nos établissements de santé se trouvent au sommet de la liste de nos besoins criants en matière d'infrastructures. Pour pallier les lacunes des établissements de santé de notre territoire, nous consacrons 30 millions de dollars, cette année, au remplacement et à la rénovation de ces établissements.

Les nouveaux établissements, comme l'Hôpital H. H. Williams Memorial de Hay River, et les rénovations effectuées au centre de santé de Fort Smith, par exemple, garantiront que notre système de santé demeure capable de servir nos centres régionaux. De plus, 3 millions de dollars seront alloués à une étude de planification pour l'Hôpital territorial Stanton. Ces fonds constituent une première mesure pour prolonger le cycle de vie d'un établissement qui fournit des services de santé essentiels aux résidents de tout le territoire.

Mais nous reconnaissons aussi qu'une bonne santé physique et mentale commence à la maison. C'est pourquoi l'amélioration des conditions de logement est une priorité essentielle de la Dix-septième Assemblée législative. Le présent budget alloue 2,2 millions de dollars en nouveaux fonds pour mettre en œuvre les domaines d'intervention prioritaires déterminés par la Révision de la politique du logement que nous avons élaborée récemment. Ce financement comprend 1 million de dollars pour l'amélioration du barème de loyers des logements sociaux et 1,2 million de dollars pour l'ajout d'un nouveau supplément au loyer pour les logements locatifs privés.

Les résidents du Nord nous ont dit que les loyers actuels des logements sociaux ne conviennent pas. Ces loyers sont compliqués, imprévisibles et dissuadent les locataires de travailler. Les fonds supplémentaires d'un million de dollars serviront, à compter de 2012-2013, à élaborer un nouveau barème de loyers des logements sociaux pour résoudre ce problème. Le nouveau barème sera simple, prévisible et équitable. Il représente un immense pas dans la bonne direction pour veiller à ce que les logements sociaux favorisent l'autonomie.

Nous améliorons aussi la qualité de nos logements sociaux grâce à un investissement de 13,2 millions de dollars pour le plan d'immobilisations de la Société d'habitation des

TNO. Cet investissement sera consacré à une restauration majeure de 118 logements sociaux et au remplacement de 26 autres unités. Le Programme pour les acheteurs d'une première maison, qui aide les personnes qui désirent s'acheter une première maison, se verra accorder douze unités neuves ou rénovées.

Nous réduisons également les coûts des services publics des logements sociaux. Puisque nous recevons de moins en moins de financement de la part du gouvernement fédéral pour l'exploitation des logements sociaux, nous devons nous assurer que nos programmes sont les plus efficaces possible. Le montant de 700 000 dollars prévu au budget pour faire des rénovations éconergétiques aux logements sociaux permettra de rendre le programme de logement social plus abordable et plus durable à long terme en réduisant les coûts d'exploitation.

En matière de logement, le logement social n'est qu'une partie de l'équation. Un trop grand nombre de nos familles à revenu de travail régulier ont de la difficulté à se payer un loyer et à se nourrir. Ces personnes ne sont pas admissibles à un logement social ou à de l'aide au revenu. Le supplément au loyer de 1,2 million de dollars compris dans ce budget aide les familles à revenu de travail régulier qui ont de la difficulté à se payer les loyers sur le marché. Il représente un autre pas vers l'atteinte de notre objectif visant une population en santé, instruite et à l'abri de la pauvreté.

Les coûts élevés de l'énergie contribuent aussi considérablement au coût de la vie de nos résidents. Reconnaissant à quel point l'augmentation du coût de la vie peut être débilitante, nous allouons un montant de 15,6 millions de dollars visant à compenser en partie la prochaine augmentation des tarifs de la Société d'énergie des TNO. Même si nous ne sommes pas en mesure d'absorber la totalité des hausses du prix de l'électricité de la Société d'énergie des TNO, cet investissement facilitera la transition vers des tarifs plus élevés.

À l'avenir, nous allons étudier des améliorations à la réglementation qui éviteront de recourir à des hausses de prix aussi radicales, grâce à un mécanisme d'indexation annuelle.

Nous voulons aussi aider les familles à réduire leurs factures d'électricité au moyen d'initiatives qui appuient la conservation de l'énergie. Nous investirons donc un montant de 350 000 dollars afin de continuer la prestation du Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique qui est très apprécié aux TNO. Les remises sur des modèles plus éconergétiques d'électroménagers, comme les réfrigérateurs et les machines à laver, peuvent contribuer à diminuer la consommation générale d'électricité.

Le présent budget alloue un montant de 500 000 dollars à l'établissement de comités des services à l'enfance et à la famille dans cinq collectivités. Ces comités permettent aux collectivités de jouer un rôle plus actif dans le soutien des enfants et des familles, et ce, dans le respect du contexte culturel.

Les enfants sont notre avenir. Nous devons donc travailler tous ensemble pour nous assurer qu'ils reçoivent le soutien dont ils ont besoin. Il peut être intimidant, difficile et stressant pour un enfant d'avoir affaire au système judiciaire. Le Bureau de l'avocat des enfants agit à titre de porte-parole des enfants lorsqu'ils font l'objet de procédures judiciaires relativement à leur garde ou à leur protection. Il aide également le tribunal à

régler les questions d'une façon plus rapide et favorable pour l'enfant. Le présent budget engage 150 000 dollars pour terminer la création de ce bureau.

Ce gouvernement comprend qu'il faut agir pour lutter contre la violence familiale. Nous maintenons notre engagement de mettre en œuvre les recommandations du Plan d'action contre la violence familiale. Dans le cadre de notre plan, nous investissons 137 000 dollars dans un poste de coordonnateur de lutte contre la violence familiale à la GRC. Le titulaire de ce poste s'assurera que les agents de la GRC reçoivent des renseignements et de la formation de façon constante afin de traiter les questions de violence familiale. Il peut également agir à titre d'agent de liaison entre la GRC et les travailleurs de première ligne et organismes de programmes sociaux. Nous nous attendons donc à des interventions plus efficaces en matière de violence familiale.

Soutenir nos collectivités

Non seulement le présent budget appuie nos résidents, mais il soutient aussi les collectivités où ils vivent. Nous savons que les individus s'épanouissent dans des collectivités viables, dynamiques et sûres.

Le budget 2012-2013 prévoit plus de 69 millions de dollars pour que les administrations locales puissent fournir un éventail de programmes comme les services municipaux, les services d'eau et d'égouts et des programmes de sports et de loisirs communautaires.

Nous continuerons à fournir un financement stable et prévisible, afin que les collectivités puissent gérer leurs infrastructures. Durant le présent exercice, le GTNO fournira encore une fois un montant de 28 millions de dollars à nos 33 collectivités, en plus d'un transfert de 15 millions de dollars conformément à l'Entente sur la taxe sur l'essence conclue avec le gouvernement fédéral, afin de soutenir les priorités en matière d'infrastructures communautaires.

Nous poursuivons aussi nos efforts pour améliorer l'accès aux programmes et services et leur prestation dans nos collectivités. En 2012-2013, nous ouvrirons cinq nouveaux guichets uniques de services à Sachs Harbour, à Tsiiigehtchic, à Tulita, à Fort Liard et à Gamèti. Tirant parti des acquis des huit guichets qui existent déjà, ces guichets continueront à améliorer l'accès aux services gouvernementaux dans les petites collectivités isolées.

Nous sommes déterminés à augmenter la gouvernance et l'autonomie au niveau municipal. Pour contribuer à ce que cela se réalise, nous investissons 185 000 dollars dans des levés officiels, afin de faciliter le transfert des titres de propriété des terres domaniales à Déljné et dans les alentours, dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente sur l'autonomie gouvernementale de Déljné. Pour faire progresser l'objectif d'un gouvernement efficace et efficient, nous consacrons 462 000 dollars à la poursuite du Programme régional d'administration des terres partout aux TNO.

Notre investissement dans les sources d'énergie locales et renouvelables qui réduisent la dépendance à l'égard de l'énergie peu écologique et coûteuse produite avec du carburant diesel constitue un autre pas pour édifier des collectivités viables. Un

investissement de 100 000 dollars aidera la Société d'énergie des TNO à associer des collectivités à des projets sur le potentiel hydroélectrique et d'autres sources d'énergie renouvelables, pour réduire le coût de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Pour augmenter l'efficacité énergétique, le budget prévoit 200 000 dollars pour le travail des conseillers régionaux en matière d'énergie qui se rendent dans les collectivités pour faire des vérifications de l'efficacité énergétique des maisons, dispenser de la formation et diriger des ateliers. Ces investissements appuient notre but de créer des collectivités viables et un environnement durable pour les générations actuelles et futures.

La ville d'Inuvik fait face à l'épuisement imminent de sa source de gaz naturel. Nous engageons donc des fonds de 100 000 dollars pour aider les résidents et les entreprises de cette ville à installer des poêles et des chaudières à granulés de bois. Un investissement supplémentaire de 100 000 dollars servira à étudier des solutions à moyen terme et à long terme au sujet de la pénurie de gaz naturel à Inuvik. Les leçons tirées de l'expérience d'Inuvik nous serviront à aider d'autres collectivités à faire face à l'incertitude de l'approvisionnement, comme c'est le cas de Norman Wells.

Monsieur le président, la sécurité des collectivités est une responsabilité que nous partageons tous. Nous avons tous un rôle à jouer. Bien que le développement économique soit un phénomène positif, nous savons que plusieurs collectivités subissent les conséquences résultant des revenus disponibles élevés de leurs résidents, qui se traduisent souvent par une augmentation du taux de consommation d'alcool et de drogues. Ce budget investit 276 000 dollars dans l'adoption de mesures visant à contrôler les répercussions du développement économique sur nos résidents et à mettre en œuvre une Stratégie sur la sécurité dans les collectivités. Pour y arriver, nous devrons évaluer et partager les pratiques exemplaires, et cerner les forces et les ressources des collectivités qui permettent d'assurer leur sécurité. Nous devrons donc travailler en collaboration avec la GRC afin d'élaborer des plans précis fondés sur les priorités des collectivités. Ensemble, nous édifierons des collectivités plus sûres où les gens pourront s'épanouir.

Soutenir notre économie

Alors que notre économie se rétablit, nous allons nous assurer que les résidents du Nord et leurs collectivités bénéficient le plus possible de cette croissance. Pour ce faire, nous augmenterons les débouchés économiques qui s'offrent à l'échelle des TNO.

Nous avons parlé du besoin d'obtenir des avantages durables de la croissance économique, afin de neutraliser les cycles d'expansion et de ralentissement économiques de notre économie fondée sur les ressources. La mise en œuvre de la Politique macroéconomique élaborée par la dernière Assemblée nous permettra de donner une place plus importante aux considérations économiques dans notre planification d'activités. La politique servira à évaluer les investissements effectués pour stimuler l'économie et à mesurer la portée de nos efforts.

Nous devons augmenter notre dialogue sur la diversification et la croissance économiques pour faire du besoin de passer à l'action un plan d'action véritable. En 2012-2013, nous investirons plus d'un million de dollars pour élaborer une Stratégie sur l'exploitation minière et une Stratégie sur le développement économique pour orienter

nos politiques sur l'économie, nos programmes et nos services. Nous nous réjouissons de pouvoir connaître le point de vue des résidents du Nord sur les stratégies que nous pouvons définir pour nous aider à atteindre notre but d'économie diversifiée au sein de laquelle chaque collectivité et région bénéficient de possibilités et de choix.

L'exploitation minière est la pierre angulaire de la croissance soutenue pour notre économie. Nous entendons parler de la montée de l'Ouest depuis longtemps. Aujourd'hui, le temps de la montée du Nord est venu. Une stratégie cohésive sur l'exploitation minière nous garantira un rôle de premier plan. La Stratégie sur l'exploitation minière des TNO, qui s'appliquera à l'échelle du territoire, célébrera les succès que nous avons remportés grâce aux mines. Mais elle permettra aussi de relever les défis. Rien ne vaut le moment présent pour s'attaquer aux défis présentés par la mine de diamants qui s'approche de la deuxième moitié de son cycle de vie et l'autre qui est à deux doigts de cette moitié. Nous devons aussi résoudre la question des dépenses d'exploration minière qui sont très inférieures aux sommets historiques, ainsi que les opinions défavorables au sujet de l'industrie sur le régime réglementaire des TNO.

L'élaboration d'un plan sur l'exploitation minière, à l'aide de données de tous les paliers de gouvernement, des citoyens et de l'industrie, nous aidera à pleinement réaliser notre potentiel minier de manière durable. Alors que nous approchons de la conclusion de l'entente sur le transfert des responsabilités et le partage des recettes de l'exploitation des ressources non renouvelables, cette stratégie guidera nos activités durant la transition et après le transfert des responsabilités.

En parallèle, nous continuerons de maximiser les avantages des mines que nous possédons déjà. Nous continuons à investir dans l'initiative sur la main-d'œuvre minière, qui vise à augmenter le nombre d'employés des mines qui vivent aux TNO. En augmentant notre population, nous augmenterons notre base de recettes et notre assise économique.

Une économie diversifiée doit reposer sur d'autres secteurs que les mines. Elle a besoin d'exploitants d'entreprises touristiques, d'industries de services et de création dynamique, et bien plus encore. En faisant appel à nos parties prenantes, nous produirons une nouvelle Stratégie sur l'exploitation minière pour nous aider à atteindre nos buts de diversification et à emprunter la voie d'une prospérité dont tous bénéficieront.

Lorsque le cadre proposé pour l'aménagement durable des terres sera complété, il orientera les décisions sur la planification et la gestion de l'utilisation des terres et appuiera les stratégies sur l'exploitation minière et le développement économique. Ces trois initiatives soutiendront notre vision visant le développement durable de notre territoire pour les années à venir.

Cette année, notre engagement à l'égard de l'économie traditionnelle est célébré grâce au dixième anniversaire du Programme de fourrures authentiques de la vallée du Mackenzie que nous avons revitalisé et qui est un modèle pour les autres programmes à l'échelle nationale. Ce programme fonctionne parce qu'il fournit un revenu direct aux trappeurs et parce qu'il initie les jeunes au piégeage. Avec les prix sans précédent atteints par les fourrures cette année, et près de 2 300 jeunes inscrits au programme Emmenez un enfant pratiquer le piégeage, notre économie traditionnelle devrait continuer à être florissante pour les années à venir.

Dans nos plans sur le développement et la diversification économiques, le tourisme demeure une priorité clé sur le plan économique. En 2012-2013, le GTNO investira 10,4 millions de dollars dans le tourisme. Le nouveau plan de marketing touristique de Tourisme TNO comporte des idées très intéressantes pour inciter de nouveaux visiteurs à connaître la beauté naturelle de notre territoire. De plus, cette année nous dépenserons 100 000 dollars pour accueillir la réunion nationale du Comité sur le commerce intérieur. Cela constitue une excellente occasion de présenter le potentiel économique et touristique des TNO au reste du Canada. Nous maintenons notre soutien continu à l'industrie de la pourvoirie en consacrant 300 000 dollars au Programme de soutien au marketing des pourvoyeurs de chasse sportive.

Les entreprises des TNO bénéficieront aussi de plus de 137 millions de dollars en dépenses en immobilisations prévues pour 2012-2013. Nos dépenses feront travailler des résidents du Nord et continueront de fournir une assise solide pour les activités de notre industrie de la construction. Si on ajoute cela à l'activité accrue prévue en 2012 pour la construction non résidentielle, notre industrie de la construction est sur le point de bénéficier d'une forte croissance cette année.

Reconnaissant les difficultés éprouvées par les petites entreprises, nous continuons à les soutenir dans l'édification de notre économie. En 2012-2013, nous leur consacrerons 3,9 millions de dollars dans le cadre du Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique. Nous verserons aussi 200 000 dollars de remises pour continuer à aider les entreprises des TNO à mettre en œuvre des mesures de conservation d'énergie et d'efficacité éconergétique, qui leur font réaliser des économies sur les factures de chauffage, de services d'eau et d'électricité.

Soutenir notre environnement

Monsieur le président, le développement économique durable ne peut se réaliser qu'en protégeant l'environnement. En 2012-2013, nous prévoyons consacrer près de 66 millions de dollars à la protection de notre environnement, en nous assurant que nos ressources sont judicieusement utilisées et que les individus comprennent leur rôle dans le maintien de la santé de l'environnement.

En plus du travail qui se poursuit pour mettre en œuvre les stratégies de protection de l'environnement entamées par les assemblées précédentes, nous investissons 905 000 dollars dans ce budget pour négocier des ententes sur les eaux transfrontalières. Ces ententes protégeront la quantité et la qualité des eaux qui pénètrent aux TNO en provenance des provinces et territoires avoisinants, particulièrement de l'Alberta. Elles constituent une promesse de protéger l'intégrité écologique du bassin du Mackenzie, tout en permettant aux gens de continuer à adopter un mode de vie traditionnel. Avec ce financement supplémentaire, notre investissement total dans le Plan d'action sur la gérance des eaux des TNO s'élèvera à 3,2 millions de dollars.

Nous nous engageons à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'à atteindre le double objectif de réduire le coût de l'énergie pour les résidents et les entreprises. Ce budget investit 6,4 millions de dollars pour financer les projets et des initiatives énergétiques existants et nouveaux. Cela comprend 1,8 million de dollars pour

le financement de base d'Arctic Energy Alliance, 470 000 dollars pour les travaux de planification énergétique qui sont en cours, 654 000 dollars pour la modernisation des immobilisations et des fonds supplémentaires de 3,5 millions de dollars pour les nouvelles initiatives.

Les fonds de 3,5 millions de dollars destinés aux nouvelles initiatives énergétiques comprennent la somme de 1,55 million de dollars déjà mentionnée au sujet de nos programmes d'efficacité énergétique, de la modernisation des logements de la Société d'habitation des TNO et des sources d'énergie de remplacement pour les collectivités. Dans ce budget, nous consacrons aussi 150 000 dollars au renouvellement du plan énergétique des TNO, lequel établira nos priorités et nos approches en matière d'énergie au cours de la prochaine décennie.

Nous étudions des sources d'énergie de remplacement, comme le biocombustible, l'énergie géothermique, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et l'énergie solaire, qui aideront les collectivités à réduire leur dépendance à l'égard de l'énergie générée par le carburant diesel. La prochaine Stratégie sur l'énergie solaire, qui étudiera notre potentiel d'énergie géothermique, ainsi qu'un investissement de 800 000 dollars dans la Société d'énergie des TNO, permettent de continuer nos efforts pour remplacer les combustibles fossiles. De tels investissements ont recours aux attributs naturels de la terre pour soutenir notre objectif de créer un environnement durable pour les générations actuelles et futures.

Nous investirons aussi 100 000 dollars dans la mise en œuvre de la Stratégie sur le biocombustible. Avec la hausse des prix du carburant, les dispositifs générateurs de chauffage et d'électricité au moyen de bois et de granulés de bois peuvent contribuer à rendre nos collectivités plus viables. À long terme, la production locale de granulés de bois peut aussi contribuer à diversifier notre économie.

Nous continuons notre programme de réduction de la dépendance du gouvernement à l'égard de l'énergie non renouvelable en investissant 850 000 dollars de plus destinés à l'installation de systèmes de chaudières électriques ou alimentées au biocombustible pour l'école Deh Gah de Fort Providence et l'établissement de soins prolongés Northern Lights de Fort Smith. Cette dépense en immobilisations, qui sera proposée à titre d'affectation supplémentaire plus tard durant la session, remplacera 172 000 litres de carburant diesel de plus annuellement, nous faisant épargner 136 000 dollars par an. Ces deux projets permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 470 tonnes par année.

Nous reconnaissons aussi les défis qui découlent du changement climatique. Ce budget ajoute 142 000 dollars, fournis par le plan Chantiers Canada, aux projets de recherche et aux projets pilotes qui seront entrepris par le ministère des Transports pour réagir aux répercussions du changement climatique sur les infrastructures, ce qui porte le total du financement de cette année à 406 000 dollars. Cette recherche fournira au GTNO et aux autres parties intéressées des pratiques exemplaires pour atténuer les répercussions du changement climatique sur les infrastructures, comme la détérioration du pergélisol, et les adapter en conséquence.

Recettes

Monsieur le président, ce budget ne contient ni nouvelles taxes, ni nouveaux impôts. Nous n'imposons pas de hausses au coût de la vie croissant des résidents du Nord. Nous savons aussi qu'un système d'imposition stable et concurrentiel encourage la création d'emplois, de même que la croissance des affaires et de l'économie.

Toutefois, nous poursuivrons notre politique d'ajustement des taxes et des droits à l'inflation, dans la mesure du possible. Le fait d'adopter des ajustements constants et stables en fonction de l'inflation permet d'éviter des ajustements pénibles et élevés plus tard.

Nous nous attendons à ce que notre modeste rétablissement économique nous vaille davantage de recettes fiscales. Mais nous continuerons à surveiller nos recettes de près, particulièrement si la reprise économique est plus lente que prévu. Notre source de recettes la plus volatile, soit l'impôt sur le revenu des sociétés, expose nos budgets à des fluctuations.

Nous étudions la possibilité d'établir un fonds de stabilisation des recettes semblable à celui d'autres provinces, afin de gérer plus activement les hausses et les baisses importantes de recettes.

Regard sur l'avenir

Monsieur le président, ce budget et le plan financier sur lequel il est fondé ouvrent la voie pour réaliser les priorités de l'Assemblée. Mais il s'agit d'un marathon, et non pas d'un sprint. Aujourd'hui, nous faisons des investissements stratégiques dans les priorités en lien avec notre population, notre environnement et notre économie, tout en renflouant nos réserves de trésorerie. Demain, nous serons en mesure d'investir dans les projets d'infrastructure de grande envergure qui renforceront et diversifieront davantage notre économie.

Des projets comme le tronçon Inuvik-Tuktoyaktuk de la route de la vallée du Mackenzie, qui est réalisé en partenariat avec le gouvernement du Canada, en sont un exemple. Cette route de 135 kilomètres praticable en tout temps est actuellement l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement. Lorsqu'elle sera construite, elle soutiendra le développement économique viable et réduira le coût de la vie dans cette région. Il contribuera aussi au rêve de relier le Canada par des routes d'un océan à l'autre, en comptant l'océan Arctique.

On peut réduire le coût de la vie non seulement par l'accès routier, mais aussi par l'accès à de l'énergie à plus faible coût, générée par l'hydroélectricité ou d'autres initiatives d'énergie de remplacement. Les dernières années ont fait sentir le besoin de sortir des sentiers battus, car les ressources énergétiques dont dépendent nos collectivités sont épuisées. Nous continuerons à faire du développement des sources d'énergie de remplacement une priorité de ce gouvernement, pour faire en sorte que les résidents des TNO bénéficient des nouvelles technologies qui réduiront les coûts,

diversifieront notre économie et nos sources d'énergie et diminueront nos émissions de gaz à effet de serre.

Pour atteindre notre but de population en santé et à l'abri de la pauvreté, nous devrons faire des investissements pour améliorer notre parc de logements et combler le déficit de nos établissements de santé.

Nous allons aussi continuer à étudier la possibilité d'un partenariat privé-public pour relier Fort Simpson et Inuvik à l'aide d'un câble à fibres optiques. Ce projet de 65 millions de dollars pourrait transformer la base économique des TNO en favorisant la croissance économique des industries du savoir, ce qui diversifierait le secteur privé et en amélioreraient le caractère concurrentiel. Nous nous réjouissons aussi de son potentiel de révolutionner la prestation des services gouvernementaux, améliorant la connectivité des collectivités tout au long de la vallée.

Nous sommes sûrs que ces projets, ainsi que les autres nouveaux projets, se concrétiseront à moyen terme, alors que nous renflouerons nos réserves de trésorerie grâce aux excédents et aux restrictions budgétaires. Nous consulterons les résidents, les entreprises, les gouvernements et les administrations municipales des TNO pour connaître leur opinion sur les secteurs où il serait possible de réaliser des économies et à quels investissements le GTNO pourrait allouer les futures ressources financières.

Mais les infrastructures ne sont pas le seul précurseur d'un avenir assuré et viable. Pour veiller à ce que notre avenir reflète la vision des résidents du Nord, nous devons avoir le contrôle sur nos terres.

Nous sommes actuellement en négociation en vue de finaliser l'entente de principe sur le transfert des responsabilités signée en janvier 2011. Le transfert des responsabilités signifie que les décisions au sujet des terres publiques, des ressources et des eaux seront prises aux TNO, plutôt qu'à Ottawa. L'entente finale établira les exigences de financement pour la prestation des programmes transférés et fournira également un avantage fiscal net grâce à une entente sur le partage des recettes de l'exploitation des ressources.

Pour chaque jour passé sans entente finale conclue, les TNO perdent 165 000 dollars en recettes de l'exploitation des ressources, ce qui représente environ 60 millions de dollars par année. Cette entente permettra de remettre ces recettes au Nord, qui pourront ensuite être utilisées pour soutenir les Ténois en aidant les collectivités des TNO à répondre à leurs besoins en matière d'infrastructures et en bâtissant le Fonds du patrimoine que nous laisserons en héritage.

Le GTNO a offert de partager 25 pour cent de ses redevances obtenues grâce à l'exploitation des terres publiques avec les gouvernements autochtones. Il s'agirait d'une redevance que ces gouvernements pourraient ajouter à celles qu'ils reçoivent déjà de l'exploitation de terres octroyées par l'entente.

Ce budget prévoit 9,3 millions de dollars pour la négociation et la mise en œuvre de l'entente définitive sur le transfert des responsabilités, ce qui comprend des fonds pour engager les gouvernements autochtones et financer leur participation aux négociations sur l'entente définitive. Pendant le déroulement du processus, nous devons veiller à ce que tous les acteurs puissent dire leur mot et occuper leur place à la table des

négociations. Nous espérons pouvoir conclure l'entente d'ici la fin de 2012. Nous nous emploierons à en faire la mise en œuvre dans les 18 mois qui suivront.

Pour veiller à ce que les décisions sur nos terres et nos ressources soient prises en fonction des priorités de développement durable du Nord et que notre avenir reflète notre vision, le transfert des responsabilités est essentiel.

Conclusion

Avec ce budget, nous commençons à bâtir cet avenir en nous engageant fermement à respecter notre plan de viabilité budgétaire à long terme. Ce budget marque des progrès vers les priorités que nous avons établies il y a sept mois à peine. Ces priorités ne se réaliseront pas toutes en un seul budget, mais le budget que nous présentons est un franc départ.

Au cours des trois derniers mois, nous avons vu maints budgets déposés au Canada dans lesquels on demandait de restreindre ou d'amputer les dépenses, afin d'aider les gouvernements à se sortir de leurs années de déficit. Nos résidents peuvent être fiers d'un budget qui rétablit notre équilibre tout en protégeant les précieux programmes et services sur lesquels nous comptons.

Cet équilibre est essentiel pour restaurer la viabilité budgétaire, rembourser les emprunts à court terme et rétablir des réserves de trésorerie pour investir dans les besoins criants en infrastructures plus tard. En rétablissant ces réserves aujourd'hui, nous jouirons d'une situation financière solide pour faire des investissements dynamiques demain.

Monsieur le président, nous estimons que la meilleure façon de prédire l'avenir consiste à créer les conditions permettant de l'édifier. Nous constatons les défis que doit relever notre économie, mais nous observons aussi les occasions à sa portée. Notre gestion financière responsable nous permettra de relever ces défis et de saisir ces occasions pour planifier et bâtir l'avenir que nous souhaitons pour les TNO.